



diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1862 - 24 mars 1994 - 4 F

D 1862 **GUATEMALA** : LE RÔLE DE LA SOCIÉTÉ CIVILE

Une première tentative d'organisation de la "société civile" avait eu lieu en 1988 pour jouer un rôle dans la recherche de pacification du pays. C'était l'époque du "dialogue national" rassemblant une centaine d'entités sociales les plus diverses (cf. DIAL D 1368). En 1990, on vit apparaître les milieux patronaux du Guatemala comme partie officiellement prenante dans les discussions avec la guérilla de l'Unité révolutionnaire nationale guatémaltèque - UNRG (cf. DIAL D 1537). Les graves événements politiques de mai-juin 1993, avec coup d'État, contre-coup d'État et intervention du Congrès national (cf. DIAL D 1789 et 1854), ont montré que les milieux patronaux du Guatemala, en particulier ceux liés à la télévision et à la presse, jouaient un rôle de premier plan dans le mouvement civique national. Le cas semble actuellement unique en Amérique latine. D'où l'intérêt de l'analyse ci-dessous parue dans **Pensamiento Propio** de septembre 1993.

Note DIAL

ENSEMBLE, MAIS PAS FACTIEUX

Les récents événements du Guatemala, où un mouvement civique a réussi à contrôler la crise institutionnelle et à imposer un président de la République étranger aussi bien aux groupes de pouvoir traditionnels qu'au système politique corrompu, ont placé ce qu'on appelle la "société civile" au centre du débat politique.

par Raul Marín

Quand le président Serrano Elías, en s'inspirant de son homologue Alberto Fujimori¹, a essayé de rompre l'ordre constitutionnel avec l'aide des militaires les plus proches de son gouvernement, il ne se doutait guère du sac de noeuds qu'il venait d'ouvrir.

Dans ses calculs, Serrano pensait s'affronter à un Congrès totalement déconsidéré aux yeux de l'opinion publique, à quelques organisations populaires à faible capacité de mobilisation et de manifestations de rue, ainsi qu'aux rares groupes de guérilla ayant quelque capacité de communication constante avec la capitale. Il n'avait jamais imaginé que les milieux patronaux organisés deviendraient son plus puissant ennemi, au point de retourner les militaires contre lui.

Les nouveaux leaders

Dionisio Gutiérrez, directeur et présentateur de l'émission populaire de télévision "Rencontre en toute liberté" - un programme financé par l'Agence de développement international (AID) des États-Unis -, a été l'un des protagonistes de la résistance civique au coup de force de Serrano Elías. Il est l'un des membres du groupe Gutiérrez, une

¹ Auteur d'un coup de force constitutionnel au Pérou. Cf. DIAL D 1687 (NdT).

famille propriétaire de la chaîne "Poulets fermiers" qui est aujourd'hui présente dans presque toutes les branches de l'économie par le biais de son groupe financier Multi-investissements.

De nombreuses personnes pensent qu'il s'agit du groupe économique le plus puissant du Guatemala. Bien que d'autres représentants du groupe aient occupé des postes importants dans les organisations traditionnelles des milieux patronaux du Guatemala, c'est Dionisio Gutiérrez qui a lancé voici deux ans la croisade en faveur du libre marché, ce qui lui a permis, sans lien aucun avec quelque groupe politique traditionnel, de jouer un rôle grandissant dans l'opinion publique urbaine.

En plus de Dionisio Gutiérrez on a vu aussi, dès le premier jour du coup de force de Serrano, apparaître José Zamora et Leonel Toriello, tous deux directeurs du journal Siglo 21, et tous deux chefs d'entreprise liés au secteur le plus modernisant de la Chambre de commerce et d'industrie. Depuis que Jorge Serrano était arrivé à la présidence de la République, ce journal avait déclenché une campagne contre la corruption et l'impunité. Il s'était même élevé une fois ou l'autre contre le militarisme. A la différence d'autres médias, il est représentatif d'une entreprise qui va des grands industriels, les Castillo et les Novella, à ceux du commerce, la famille Páiz ou les barons du sucre et les exportateurs traditionnels. Le rôle du journal, rebelle aux pressions du président et exigeant sa démission, a été décisif dans le règlement de la crise politique.

Les invités

Ce sont eux qui ont pris l'initiative de s'adresser aux figures les plus connues dans l'opinion publique: Hellen Mack et Rigoberta Menchú. Toutes deux sont Prix Nobel² pour leur bataille contre le militarisme guatémaltèque, mais représentent deux courants très différenciés.

Hellen Mack est devenue l'une des personnalités les plus respectées dans la société guatémaltèque depuis que, en 1990, suite à l'assassinat de sa soeur l'anthropologue Myrna Mack, elle avait lancé une campagne pour la mise en procès et la condamnation des assassins et de leurs mandataires. Pour la première fois dans l'histoire de ce pays, le sergent Noel Beteta a été condamné³, et le général Edgard Godoy ainsi que plusieurs officiers supérieurs font l'objet de poursuites judiciaires.

Hellen a entrepris son combat sans l'aide, ni proposée ni demandée, d'aucune organisation politique. Mais elle a immédiatement gagné la sympathie et le soutien d'importants milieux sociaux qui étaient restés inactifs depuis le milieu des années soixante-dix, quand la lutte politique s'était polarisée en guerre civile sanglante. Les Journées pour la paix et la vie ainsi que les Journées contre l'impunité⁴ ont été l'occasion de grandes manifestations publiques qui, ces derniers mois, ont relevé de l'exemple d'Hellen. Ces manifestations ont reçu le soutien de l'Église catholique et des organisations non gouvernementales pour le développement. Tout cela, aux côtés de centaines de groupes civiques briguant les mairies dans l'intérieur du pays, a été l'expression de la nouvelle société civile.

Pour sa part, Rigoberta Menchú avait appelé à la désobéissance civile dès le déclenchement du coup de force de Serrano et avait pris la tête des manifestations de protestation. Elle représentait l'autre courant du mouvement populaire ayant déjà son histoire. En effet, les mouvements de paysans indiens de veuves et de réfugiés intérieurs qui ont réussi à se faire un espace dans la société guatémaltèque, entretiennent en toute légitimité des liens avec un passé de luttes et de revendications qui sont allées de pair avec l'affrontement armé et qui en sont même très souvent à la racine.

² En fait, seule Rigoberta Menchú est Prix Nobel de la paix. Quant à Hellen Mack, elle a reçu le prix suédois "Right Livelihood" en 1992 (NdT).

³ Condamné à 30 ans de réclusion criminelle le 12 février 1993 (NdT).

⁴ Dès 1984, on note une "marche pour la paix". Mais c'est en 1990 que commencent les manifestations annuelles pour la paix et la vie (NdT).

Le mouvement syndical, en dépit de sa faiblesse, a été lui aussi présent dans la campagne de refus du coup de force présidentiel. Depuis plusieurs mois une partie du patronat avait ouvert, dans la discrétion, un dialogue avec les principaux dirigeants du mouvement syndical pour voir s'il existait d'éventuels points d'accord politique face à l'effondrement accéléré du système des partis.

A la même table

Passé la première surprise du 25 mai⁵, les milieux patronaux ont fait appel aux leaders de la société guatémaltèque non compromis dans le coup de force et ont ainsi fait la démonstration qu'ils étaient les mieux préparés à faire face à la situation. Les représentants du "mouvement populaire" sont, depuis le début des événements, restés sur la défensive et ont eu des réactions contradictoires quand Ramiro De León Carpio a assumé la présidence de la République.

La crise a montré comment, dans la société guatémaltèque prisonnière d'un sinistre conflit armé qui dure depuis plus de trente ans, les milieux patronaux ont su mettre à profit la période récente pour élaborer leurs programmes de leadership social. Par contre les organisations populaires, victimes à diverses reprises de la criminelle répression des militaires, mais aussi prisonnières de leurs engagements idéologiques et de leurs querelles internes, ont eu un comportement erratique qui a fini par les mettre en position minoritaire. À l'heure actuelle, leur voix ne se fait entendre que dans l'instance de consensus politique, c'est-à-dire la plateforme regroupant le mouvement civique qui s'est affronté au dictateur.

Il n'en reste pas moins que, pour le moment, le Guatemala présente le seul cas régional où - à l'exemple du Brésil, pour ne citer que lui - un mouvement social extérieur aux partis a été capable d'influencer la conjoncture politique, en allant même jusqu'à neutraliser la tentative de contrôle de l'armée sur la vie nationale. Mais au sein de ce mouvement les eaux continuent d'être agitées, et il est bien difficile de prévoir quelle direction elles vont prendre demain.

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)

Abonnement annuel: France 395 F - Étranger 440 F - Avion Amérique latine 500 F - USA-Canada-Afrique 490 F
Directeur de publication: Charles ANTOINE - Imprimerie DIAL
Commission paritaire de presse: 56249 - ISSN: 0399-6441

⁵ Date du coup de force constitutionnel du président Serrano, qui suspend les garanties constitutionnelles. Le 1er juin, le président est destitué par le général García, ministre de la défense. Le 5 juin, le Congrès désigne De León Carpio comme nouveau président de la République (NdT).